- 14. Tout actionnaire de la compagnie, qu'il soit sujet britannique Les aubains ou aubain, ou qu'il réside en Canada, ou ailleurs, a et aura également pourront droit de posséder des actions dans la compagnie, de voter à raison de ces actions et d'être élu aux charges dans la compagnie.
- 15. Tout titre translatif de propriété consenti à la compagnie Formule des pourra être exécuté d'après la formule A annexée au présent acte, transports à et enregistré au long, sur affidavit de l'un des témoins à l'exécution du titre, fait pardevant les officiers d'ordinaire autorisés à recevoir les affidavits; et un titre rédigé d'apès cette formule ou dans la même teneur, constituera un transport légal et valide des immeubles y mentionnés à toutes fins et intentions quelconques, et son enregistrement aura le même effet que si le titre eut été exécuté pardevant notaires.
- 16. Le présent acte sera désigné et pourra être cité sous le nom Titre abrégé. de "l'acte du chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick."

## FORMULE A.

Formule d'acte de vente.

Sachez tous par ces présentes, que je, A. B., de , en considération de la somme de à moi payée par la "Compagnie du chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick" que je reconnais par les présentes avoir reçue, cède, vends et transporte à la dite "Compagnie du chemin de fer de Québec et du Nouveau-Brunswick" ses successeurs et ayant-cause, tout ce certain lot de terre (ici désignez le terrain), pour la dite compagnie, ses successeurs et ayant-cause à toujours, avoir et posséder le dit lot de terre et dépendances.

En foi de quoi, mon seing et sceau ce jour de mil huit cent

Signé, scelié et délivré en présence de C. D. E. F.

A. B. [L. S.]

## CAP. LVII.

Acte pour étendre à la Province de la Nouvelle-Ecosse l'effet de l'acte de la Législature de la ci-devant province du Canada, 19—20 Victoria, chapitre 141, relatif au Synode de l'Eglise d'Angleterre en Canada.

[Sanctionné le 12 Mai 1870.]

ONSIDÉRANT qu'un acte a été passé par la législature de la Préambule. ci-devant province du Canada, en les dix-neuvième et vingtième années du règne de Sa Majesté, intitulé "Acte pour autoriser les Acte de la membres